

Philippe Gottraux, Bernard Voutat

Politistes, Université de Lausanne

Anarchisme et marxisme : vrai contentieux et faux clivage

L'existence dans la période d'un débat renouvelé et d'apparence sereine entre « marxisme »

et « anarchisme » ne peut qu'être saluée. Dans notre esprit, il devrait permettre de dépasser les limites traditionnelles de ce type d'échanges qui ont eu lieu par le passé, et qui débouchaient trop souvent sur des visions réductrices de ces courants de l'histoire du mouvement ouvrier et émancipateur.

Encore faudrait-il ne pas succomber à l'idée que ces réductions étaient symétriques ou similaires. Cela équivaudrait à nier le rapport de forces défavorable à l'« anarchisme » dans l'espace des pensées et des pratiques émancipatrices, au moins après la seconde guerre mondiale. À oublier aussi la prégnance au sein du « marxisme », et hélas dans la plupart de ses composantes, d'une vision profondément caricaturale et injuste de l'« anarchisme », soutenue par ailleurs par une prétention à incarner à elle seule la perspective révolutionnaire.

De même convient-il de ne pas homogénéiser les courants supposés être en opposition. Les oppositions et les concurrences se construisent aussi par rapport à des positions sociales (individuelles ou collectives) dont les effets contribuent, par les logiques mêmes de la lutte politique, à durcir des alternatives et à les pérenniser (voire les essentialiser) au-delà de leurs contextes historiques d'émergence¹. Si ce constat invite au moins à maintenir une certaine lucidité envers les oppositions souvent doctrinales et intéressées, comme celle entre « anarchisme » et « marxisme », pour autant il n'autorise pas l'œcuménisme. Il est sans doute vrai que certaines oppositions doivent être dépassées parce qu'elles traduisent de fausses alternatives (le long et le court terme, la tactique et la stratégie, les moyens et les fins, la pureté et l'efficacité, etc.). Il n'en reste pas moins que certaines de ces traductions ont manifesté dans l'histoire des enjeux bien réels, au demeurant tranchés parfois devant des pelotons d'exécution.

On relèvera aussi que cette précaution élémentaire consistant à ne pas homogénéiser les courants de pensée est souvent suivie d'effets lorsqu'il s'agit d'évoquer le « marxisme », puisqu'il est d'usage, et à raison d'ailleurs, de distinguer ses multiples lectures théoriques (on ne confond pas Lukacs et Althusser, par exemple) et traductions historiques (notamment lorsqu'on

refuse à juste titre de confondre « marxisme » et stalinisme). Ce réflexe pourtant salutaire est cependant largement moins courant lorsqu'on parle de l'« anarchisme ». Ce n'est du reste qu'un effet de plus de l'hégémonie (aujourd'hui chancelante?) du « marxisme » sur la critique de la société capitaliste. Ainsi, l'« anarchisme » est souvent présenté par ses concurrents sur le marché de la critique sous un mode essentialiste, amalgamant et a-historique (refus de l'autorité, de l'État et de la délégation, pensée et pratique anti-organisationnelle, culte de la spontanéité des masses, inefficacité, etc.). Ces lectures paresseuses et ignorantes quittent alors sans vergogne le terrain de la nuance, revendiquée pour le « marxisme » que l'on ne saurait, lui, bien évidemment, réduire. Notre propos cherchera dès lors à refuser cette vision à géométrie variable, pour proposer une lecture plus subtile des « camps » respectifs et des oppositions.

Dans un second temps, il tentera de relativiser la ligne de fracture apparemment limpide entre « marxisme » et « anarchisme » pour montrer que le clivage significatif pour une politique d'émancipation traverse chaque « camp ». Il a existé un « marxisme antiautoritaire », ignoré dans le meilleurs des cas, stigmatisé et marginalisé dans le pire, comme il y a dans la tradition libertaire une conception particulièrement construite des problèmes liés à la mise en œuvre d'un projet d'émancipation sociale. Et c'est sans doute à l'intersection de ces traditions dominées qu'il faut chercher aujourd'hui de nouvelles voies, plus que dans le recyclage de positions théoriques et politiques à propos desquelles on ne saurait faire l'économie d'un sérieux bilan, ne serait-ce que parce que certaines de ces traditions (plus que d'autres) se sont réellement incarnées dans l'histoire.

Du contentieux

Les réductions évoquées plus haut ont en effet été rendues possibles (et le sont partiellement encore) de part et d'autre, parce qu'elle ne reposaient pas uniquement sur du vent ou des malentendus. L'histoire du mouvement ouvrier au xx^e siècle, c'est aussi (pas seulement) l'histoire de sa bureaucratisation, pour laquelle toutes les traditions révolutionnaires ne portent pas la même responsabilité. Et cette bureaucratisation n'est pas négligeable : c'est la transformation des mouvements émancipateurs en leur contraire comme en URSS, avec un pouvoir bolchevique qui, dès 1918, réprime les autres courants révolutionnaires, parmi lesquels les « anarchistes », au nom de l'émancipation précisément. Pour les « anarchistes », cette affaire n'est donc pas soluble dans le récit héroïque et mythique du « trotskisme », qui aujourd'hui encore, avec le recul des ans, ainsi qu'en raison d'une ambiance « post-idéologique » présente même à gauche, peut faire passer pour évidente une déconnexion

totale entre les pratiques répressives de la période 1917-1921 engagées par Lénine et Trotsky et la dégénérescence de la révolution russe². Il y a donc là un sérieux contentieux – qui va bien au-delà d'une simple querelle historiographique en appelant au contexte difficile de la révolution russe ou d'autres processus révolutionnaires – que seul un bilan sans complaisance du passé, impliquant des ruptures fortes avec certaines conceptions théoriques et politiques, peut aider à dépasser.

Ce contentieux sur l'histoire réelle des luttes émancipatrices et leur débouché tragique s'inscrit par ailleurs dans un débat conflictuel plus ancien. S'il fallait à notre tour risquer la réduction et présenter trop rapidement quelques principes structurant l'« anarchisme », l'on pourrait au moins retenir quelques éléments qui vont s'actualiser à chaque moment historique particulier dans une critique théorique et pratique du socialisme autoritaire et du léninisme (entendu sous ses multiples formes, des communismes orthodoxes aux divers trotskismes), courant « révolutionnaire » qui va progressivement devenir hégémonique au cours du xx^e siècle. Ce n'est ainsi pas un hasard si l'intuition centrale des « anarchistes », dès la I^{re} Internationale, tournait déjà autour d'une opposition intransigeante à une conception stratégique du changement révolutionnaire, jugée incompatible par les moyens envisagés avec la fin émancipatrice recherchée. Nous voulons parler de l'usage de la médiation étatique, instrument de domination reconnu comme tel par Marx lui-même, pour abolir la domination de classe et conduire au socialisme. C'est donc bien une divergence centrale sur le rapport à l'État qui va structurer, dès l'origine, le conflit entre « anarchisme » et « marxisme ». La revendication de cette médiation étatiste prendra évidemment des formes variées chez les « marxistes », selon les époques et les courants, passant du réformisme électoraliste de la II^e Internationale à la radicalité insurrectionnelle du bolchevisme. Il ne serait à ce propos pas inutile de (re) lire Daniel Guérin qui montre bien combien l'on retrouve dans le mouvement socialiste, chez le moins bon Marx mais surtout chez ses épigones des II^e et III^e Internationales, une logique finalement bourgeoise, jacobine, centraliste et délégationniste du processus révolutionnaire³. On pourrait ajouter qu'un tel rapport à l'État perdure après la chute du socialisme « réellement existant », et montrer aisément comment il se perpétue dans les propositions stratégiques de l'immense majorité des forces se voulant anticapitalistes aujourd'hui.

Le contentieux resurgit plus tard, avant la révolution russe, sous un mode différent, dans la critique de la forme-parti et de son rôle. Nous pensons notamment à la conception autoritaire du centralisme qualifié de « démocratique » du fameux *Que Faire ?* de Lénine. Les « anarchistes » ont construit leurs pensées et pratiques autour de l'exigence éthico-politique de *conciliation des*

moyens et des fins, dont la conception de l'État représente une modalité. Contrairement au Trotsky de 1920 vantant dans *Terrorisme et communisme* les mérites de la militarisation du travail et du taylorisme à finalité « socialiste »⁴, ils ont insisté, au risque de succomber à l'impuissance politique (nous y reviendrons), sur le fait que tous les moyens ne sont pas bons pour faire « accoucher » le socialisme. L'idée léniniste du parti centralisé et du rapport autoritaire et instrumental aux militants, aux mouvements de masses et à la société, est ainsi condamnée : on ne saurait viser une société socialiste et autogérée et reproduire au nom d'une prétendue efficacité (supposée faire défaut chez les « anarchistes »), dans les luttes sociales comme dans l'organisation révolutionnaire elle-même, un fonctionnement propre à la société de classe et qui reconduit les logiques mêmes de la domination et de l'aliénation politique en opposant des dirigeants omniscients (tenants du socialisme scientifique) et des exécutants. Dans la tradition « anarchiste », l'auto-organisation, qui entend restituer aux dominés le protagonisme de leur libération en les visant comme agents du développement de leur propre autonomie, se comprend donc comme but et comme moyen, sur un mode dynamique. Que ce soit dans les luttes présentes, au sein des organisations politiques, dans les relations entre organisations politiques et mouvements sociaux, dans la conquête de « contre-pouvoirs » au sein de la société capitaliste, comme dans la société future, l'assembléisme, la limitation et le contrôle de la délégation (mandats impératifs et révocables) ainsi que le refus de remettre aveuglément son sort aux mains de spécialistes (partis d'avant-gardes, politiciens, techniciens, intellectuels, etc.) pour régler ses propres affaires, demeurent des critères incontournables. Les libertaires n'ont en ce sens pas cessé de critiquer les médiations politiques qui excluent les dominés du protagonisme social, et dans cet esprit, ils ont continuellement valorisé l'action directe et l'auto-organisation. Il faut bien voir que cette option stratégique n'est pas isolable d'une compréhension spécifique du monde social, aussi bien philosophique que sociologique, qui aborde avec une acuité certaine les problèmes de pouvoir et d'institutions qui doivent être affrontés dans la lutte politique⁵. Celle-ci a impliqué, et implique sans doute encore, une opposition cohérente par rapport aux lectures incontestablement économistes et déterministes, sous-jacentes à des projets politiques étroitement étatistes portés par plusieurs courants se disant marxistes.

Pour les « anarchistes », la dégénérescence du mouvement émancipateur – et singulièrement de la Révolution russe, tant elle était devenue au cours du siècle le modèle structurant les espérances révolutionnaires – ne se réduit donc pas à la dérive stalinienne. La rupture avec la vulgate répandue ces temps-ci d'un anti-bureaucratisme sans concession du « trotskisme » est donc nette.

Autrement plus radicale, la critique libertaire met l'accent sur les processus de bureaucratisation, des plus minimes (dans une lutte revendicative par exemple) aux plus centraux (dans un processus révolutionnaire), qui trouvent leur origine notamment dans une certaine manière de faire de la politique et de concevoir les rapports entre avant-gardes politiques et auto-activité des dominés. Elle prend de fait au sérieux l'injonction de Marx lui-même qui, dans sa meilleure veine, affirmait que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

L'anarchisme en tension...

Ce n'est pas peu dire qu'une telle posture équivaut à se placer en situation de vigilance anti-bureaucratique. Mais cette vigilance varie dans ses usages et dans ses conséquences, au sein même du courant « anarchiste » et selon les situations historiques. On pourrait du reste relire les grandes divisions des libertaires comme tournant autour d'une lecture plus ou moins radicale de cette critique anti-bureaucratique. L'« anarchisme » a en effet toujours été en tension autour de la question stratégique et organisationnelle⁶. Pour aller vite, on pourrait distinguer un pôle qui, au nom du refus de la bureaucratisation, condamne plus ou moins explicitement toute visée stratégique et toute structuration organisationnelle un tant soit peu conséquentes, et un pôle (politique et/ou syndical) qui cherche à répondre aux questions stratégiques et d'organisation de la lutte, tentant de concilier capacité d'intervention effective sur le réel, d'un côté, et respect de l'auto-activité des dominés, de l'autre. L'« anarchisme » a toujours été (et est encore) travaillé par cette tension constitutive entre efficacité et démocratie, mais qui est inhérente, finalement, à toute lutte politique.

Cette tension interne s'est par exemple manifestée avec une acuité toute particulière dans le sillage de la révolution russe, où l'« anarchisme » a connu une défaite cinglante laissant la voie libre au bolchevisme, puis au stalinisme. Des anarchistes russes comme Piotr Archinov ou Nestor Makhno ont tiré un bilan sans complaisance de l'échec des libertaires dans ces événements, et ont appelé dès lors à un renouveau de l'« anarchisme » (qu'ils appellent communisme libertaire). Ils ont alors plaidé dans une *Plateforme* devenue célèbre pour une forme plus structurée d'organisation, basée sur l'unité idéologique et stratégique, ainsi que sur le principe de responsabilité collective. On est loin ici de l'épure caricaturale d'un « anarchisme » par essence anti-organisationnel et destiné nécessairement à sombrer dans l'impuissance politique⁷.

Il n'est pas sans saveur de constater que des opposants anarchistes à la *Plateforme*, Voline en tête, jugent celle-ci marquée par une logique proche du bolchevisme, en rupture donc avec les principes de l'« anarchisme ». Ces

opposants se rattachent quant à eux à une conception éclatée de l'« anarchisme », refusent l'idée d'unité idéologique et optent pour la forme organisationnelle de la « synthèse » des diverses sensibilités et courants anarchistes (de l'anarchisme individualiste a-classiste au communisme libertaire, en passant par l'anarcho-syndicalisme). Dans une telle conception, le liant organisationnel, si tant est qu'il faille se regrouper dans une même structure, se limite alors à une référence floue à une philosophie anti-autoritaire.

Sans pouvoir ici rendre compte des méandres de ce débat⁸, contentons-nous de souligner que cette tension entre un pôle « organisationnel » fort et un pôle « synthésiste », va marquer l'histoire des libertaires au xx^e siècle. Le poids de l'option « synthésiste » va brider la capacité d'intervention des libertaires dans le mouvement de masse, surtout un contexte de défaites successives (la Révolution russe, puis l'écrasement de la révolution espagnole de 1936-1937), et culminer surtout dans la période 1945-1968, où triomphent le stalinisme et ses amendements. Dans ces moments, la rigidification idéologique d'un anarchisme a-historique et principiel, retranché derrière une vague philosophie commune anti-autoritaire, un dénigrement parfois obsessionnel du « marxisme », conduit à une impuissance politique, qui sera du reste contestée au sein même du mouvement « anarchiste »⁹. Cette impuissance est particulièrement flagrante en Mai 1968 où l'« anarchisme » organisé est largement incapable de s'implanter dans un mouvement déployant pourtant des référents et des pratiques anti-autoritaires, abandonnant ainsi le terrain à d'autres courants politiques (par exemple le « mao-spontanéisme »).

On le voit, certains usages de la vigilance anti-bureaucratique, propre de tout temps à la tradition « anarchiste », peuvent avoir un coût politique important : celui de la distance avec toute perspective sérieuse d'intervention de masse et d'absence de prise sur le mouvement réel des luttes. Un certain anarchisme se cantonne en effet, au nom de la pureté, à ânonner les principes libertaires intangibles (par exemple le rituel de l'abstention déconnecté de son contexte historique d'apparition), ou, au nom d'une posture maximaliste et minoritaire peu ancrée dans le réel, se limite à donner des leçons de pureté révolutionnaire. Dans d'autres cas, la crainte du dérapage autoritaire conduit à un pessimisme exacerbé quant aux chances de parvenir à des pratiques émancipatrices non-bureaucratiques.

L'« anarchisme » est ainsi travaillé par des tensions et des divisions et l'on ne saurait donc le résumer de manière uniformisante à l'une ou l'autre de ses composantes. De même, il serait totalement injuste de réduire le « marxisme » à sa conception étatiste et léniniste, ou de négliger ses propres tensions internes¹⁰. C'est dire si le contentieux évoqué plus haut se complique et doit être nuancé. Et c'est dès lors d'autant plus important de ne pas faire comme si, par

méconnaissance ou omission (plus ou moins mal intentionnée), la critique de feu le socialisme réellement existant avait été, au sein de cette tradition du mouvement socialiste, le monopole du courant « trotskiste ». Sans compter que si ce dernier s'est dans les faits montré fort complaisant face à cette société d'oppression et d'exploitation¹¹, il n'est jamais inutile de rappeler l'existence, au sein du « marxisme », de courants refusant la conception autoritaire et étatiste du léninisme sans pour autant se rabattre sur la social-démocratie et renoncer à un l'horizon révolutionnaire¹².

et le marxisme aussi !

Nous trouvons ainsi dans l'histoire des courants révolutionnaires du xx^e siècle des traditions se revendiquant du « marxisme », qui abordent de front la question bureaucratique et qui se démarquent du léninisme amendé du « trotskisme ».

« Parallèlement à la dégénérescence bureaucratique, et nourri par elle, un primitivisme anti-organisationnel renaît constamment dans le mouvement ouvrier. Tout particulièrement dans la période actuelle, de façon symétrique à l'étendue et à la profondeur de la bureaucratisation des organisations et de la société, un véritable courant idéologique est apparu qui tire de l'expérience des quarante dernières années des conclusions dirigées en fait contre toute forme d'organisation. La prémisse théorique de ces conclusions c'est l'identification de la bureaucratie et de l'organisation »¹³. Ce que vise ici Cornelius Castoriadis dans un texte emblématique du groupe *Socialisme ou Barbarie*¹⁴, ce ne sont pas d'abord les « anarchistes », comme on pourrait le croire, mais ses propres rangs, des « marxistes » de son groupe très sensibles au risque de dégénérescence bureaucratique et hostiles, sur cette base, à toute perspective stratégique et programmatique, ainsi qu'à une conception jugée rigide de l'organisation¹⁵. Ce qui est frappant dans cette controverse interne à *Socialisme ou Barbarie*, c'est sa proximité avec les débats agitant les milieux libertaires sur l'organisation et l'orientation stratégique. Il n'est dès lors pas inutile d'en rappeler les grandes lignes.

Pour Castoriadis, la tendance à la bureaucratisation doit être rapportée à l'inscription de fait du mouvement ouvrier dans une société d'exploitation (donc qui produit de l'aliénation et de l'hétéronomie), et ne saurait simplement s'expliquer par la « trahison » des organisations ou des choix politiques erronés. Mais le constat de la bureaucratisation et son explication ne sauraient conduire à nier la possibilité d'articuler organisation et anti-bureaucratisme, sinon il faudrait alors décréter le socialisme¹⁶ impossible. L'intérêt à nos yeux de la posture de *Socialisme ou Barbarie* sur cette question réside dans la différence opérée entre centralisation et bureaucratie. Après s'être démarqué de la conception traditionnelle de la centralisation, notamment celle du « centra-

lisme démocratique » réputé léniniste, mais aussi de sa forme social-démocrate, apparemment plus souple (sans même parler de la centralisation propre à l'organisation capitaliste traditionnelle, qui exclut par définition la perspective de l'égalité dans la prise de décision), Castoriadis montre avec à propos que la centralisation peut prendre plusieurs formes antagonistes. Il distingue ainsi radicalement la forme, anti-démocratique, du Comité central d'un parti bolchevique, de la forme assembléiste qui n'exclut pas nécessairement la délégation contrôlée et limitée (mandats en tout temps révocables, etc.). La centralisation, qui équivaut à une prise de décision, n'est donc pas à rejeter en soi comme d'essence bureaucratique. Ceci dit, la politique est de l'ordre du risque. Aucune garantie anti-bureaucratique n'existe, d'où la nécessité d'une lutte continue contre les tendances, petites ou grandes, à la bureaucratisation à l'intérieur même des mouvements émancipateurs.

Pour qui entend aujourd'hui affronter sans parti pris la reconstruction d'une conception démocratique et radicale du socialisme, mais qui ne voudrait pas « s'abaisser » à puiser dans la tradition « anarchiste », les apports d'un marxisme « libertaire » comme celui de *Socialisme ou Barbarie* sont indéniables. Nous avons là un courant anti-bureaucratique conséquent, issu du marxisme et affrontant la question de l'organisation sur des bases rigoureusement anti-bureaucratiques et socialistes. Il est d'autant plus navrant qu'il soit à ce point « oublié » dans certains lieux et débats¹⁷.

Quel contentieux, quels clivages aujourd'hui ?

S'il fallait estimer ce qui demeure du contentieux préalablement évoqué, alors l'interprétation de la période 1917-1921 serait un indicateur pertinent¹⁸. Le rapport enchanté que d'aucuns conservent encore aujourd'hui avec la pratique effective du pouvoir bolchevique dans cette période précédant la succession de Lénine, en dit en effet long sur le peu de rupture opérée avec les conceptions autoritaires du changement social. Il nous semble qu'une conception renouvelée de la transformation sociale ne peut faire l'économie de cette rupture, quel que soit le courant idéologique (anarchiste ou marxiste) qui l'inspire. La question anti-bureaucratique dans le processus révolutionnaire constitue donc toujours à nos yeux l'élément discriminant, le clivage pertinent, qui ne recoupe pas nécessairement l'opposition traditionnelle de l'« anarchisme » et du « marxisme », comme nous l'avons trop brièvement laissé entre voir.

Et en ce sens, la reconduction de conceptions léninistes amendées, assouplies, que l'on rencontre de nos jours, n'est pas recevable. Qu'elles s'opèrent par défaut (« mais comment peut-on s'organiser autrement pour être efficace »), par paresse, par ignorance ou par inertie idéologique (« patriotisme de courant », impossibilité symbolique d'abandonner ce à quoi on s'est rattaché pen-

dant des décennies, etc.), n'est du reste pas la question. Ce qui par contre l'est, c'est la rapidité avec laquelle les vieux réflexes et référents se retrouvent aujourd'hui dans les pratiques effectives de lutte, même si leurs conséquences sont pour l'heure incomparables avec celles survenues durant les années vingt. Si l'on prend au sérieux la question de l'auto-activité des dominés comme axe stratégique de transformation de la société, alors la vigilance anti-bureaucratique ne peut pas cesser. Nous évoquerons quelques cibles possibles. Mentionnons d'abord le bureaucratisme qui se perpétue dans les luttes et les organisations, comme le résultat d'un habitus autoritaire (inertie des modes de faire, des styles politiques et des répertoires d'action délégationnistes, instrumentaux, voire manipulateurs), et ce indépendamment d'un ancrage idéologique explicite dans l'avant-gardisme de type léniniste. Nous pensons également à l'avant-gardisme peu contrôlé de porte-parole auto-proclamés des mouvements sociaux, qui accumulent les casquettes, les titres à parler et les honneurs médiatiques, court-circuitant souvent les instances décisionnelles propres à ces mouvements⁹. Signalons enfin l'obsession de la traduction politique des mouvements supposés incapables à eux seuls de faire avancer l'émancipation. Non pas que nous jugions inutile de poser de manière critique les limites des mouvements sociaux. Nous rejetons plutôt une conception qui confond centralisation et représentation étatique, et qui aboutit évidemment à placer ceux qui la prônent pour et au nom de l'ensemble des mouvements sociaux sur les chemins, certes concurrentiels mais encombrés, du pouvoir étatique, ou plutôt, dans la situation présente, d'une parcelle bien dérisoire de ce pouvoir, limitée à quelques strapontins électoraux. Finalement, dans un contexte où semble à nouveau possible le retour de la critique et de la mobilisation anticapitaliste, principalement autour des mouvements dits (à tort) anti-mondialistes, la vigilance anti-bureaucratique, nourrie dans un certain anarchisme et un certain marxisme, au-delà des anathèmes habituels échangés entre ces traditions, devrait prémunir des fausses ruptures habillées de neuf, et des vraies impasses étatiques de toujours.

1 À propos du rapport entre Marx et Bakounine, voir par exemple Mario Vuilleumier, *Horlogers de l'anarchisme*, Lausanne, Payot, 1988, notamment pp. 115-157. Sur ce rapport, voir aussi Pierre Bourdieu, "La représentation politique – Éléments pour une théorie du champ politique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1981, n° 36-3, p. 12 (note 23). Sur le rapport entre Marx et Proudhon, Jean-Louis Lacascade, "Bévue

de Proudhon et/ou traquenard de Marx – Lecture symptomatique de leur unique correspondance", *Genèses*, 2002, n° 46, pp. 138-158.

2 Le rapport ambigu du « trotskisme » à l'URSS (soutien en dernière instance à l'État ouvrier « dégénéré », car progressiste en raison de ses rapports de production jugés non capitalistes) n'est guère rappelé. On préfère insister sur l'opposition au stalinisme.

3 Voir par exemple Daniel Guérin, *À la recherche d'un communisme libertaire*, Paris, Spartacus, 1984.

4 Parmi bien d'autres perles : « Il ne peut y avoir chez nous d'autre moyen pour aller au socialisme qu'une direction autoritaire des forces et des ressources économiques du pays, qu'une répartition centralisée de la force ouvrière conformément au plan gouvernemental général. L'État ouvrier se considère en droit d'envoyer tout travailleur là où son travail est nécessaire. Et pas un socialiste sérieux ne viendra dénier au gouvernement ouvrier le droit de mettre la main sur le travailleur qui refusera d'exécuter la tâche qu'on lui a dévolue », *Terrorisme et communisme*, Paris, UGE, 1963, p. 215.

5 À cet égard, il faut relever ici que, contrairement au marxisme qui a connu un développement significatif dans le monde universitaire (le marxisme de chaire), l'anarchisme n'a pas eu cette consécration académique. Ce n'est pas pour autant que ce courant de pensée ne peut revendiquer un héritage théorique conséquent. La richesse de certaines analyses ou « intuitions », notamment à propos des logiques sociales et politiques de la domination, à propos aussi des mécanismes pluriels et complexes par lesquels celle-ci s'actualise dans les rapports sociaux, peut se mesurer à de nombreux travaux contemporains de sciences sociales qui ont formulé une critique du marxisme académique qui, sous bien des aspects, ressemble à celle élaborée par les théoriciens « anarchistes ». On pense bien entendu ici à la sociologie critique inspirée en particulier par les travaux de Pierre Bourdieu, qui a développé une critique sociologiquement fondée de la pensée marxiste (notamment à propos des classes sociales, de l'État et de la délégation politique), tout en posant les bases d'une lecture du monde social souvent assez proche de la philosophie sociale des penseurs anarchistes. Ce n'est du reste pas en vain que *ContreTemps* a consacré un numéro à cette question, dont les conséquences politiques sont manifestes, et se sont du reste manifestées dans le mouvement anti-mondialisation.

6 Sur cette tension et ses traductions organisationnelles, on consultera notamment le livre d'Alexandre Skirda, *Autonomie individuelle et force collective – Les anarchistes et l'organisation de Proudhon à nos jours*, Paris, 1987 à compte d'auteur ; ou celui de Georges Fontenis, *L'autre communisme. Histoire subversive du mouvement libertaire*, Mauléon, Acratie, 1990.

7 Pour s'en convaincre, il faudrait aussi mentionner, sur un registre différent, les contributions décisives de l'« anarchisme » par rapport à la questions syndicale et les critiques – aussi bien pratiques que théoriques – sans doute d'une extraordinaire modernité faites à l'encontre des tendances aujourd'hui avérées à la bureaucratisation d'une part significative de grandes organisations syndicales. De même, l'apport d'Errico Malatesta sur la question des médiations intervenant dans les processus politiques reste-t-il aujourd'hui d'une actualité pleine et entière.

8 Voir notamment Skirda, op. cit., pp. 161-188.

9 Voir par l'exemple la stimulante et non-sectaire revue *Noir et Rouge*, parue entre 1956 et 1970 ; ou encore l'existence de scissions d'inspiration communistes libertaires au sein de la Fédération anarchiste (Fontenis, op. cit.).

10 Pour une lecture iconoclaste, anti-autoritaire, de Marx, on (re) lira avec profit Maximilien Rubel, notamment *Marx critique du marxisme*, Paris, Payot et Rivages, 2000 (1^{re} éd. : 1974), ou *Marx théoricien de l'anarchisme*, Saint-Denis, Le Vent du Ch'min, 1983.

11 Au point du reste que l'on pourrait interpréter les multiples scissions entre trotskistes, notamment celle entre « pablistes » et « lambertistes » de 1952, comme le résultat d'un rapport diversifié à cette complaisance. Pour un panorama guère hagiographique du « trotskisme », voir Jacques Roussel, *Les Enfants du prophète – Histoire du mouvement trotskiste en France*, Paris, Spartacus, 1972.

12 Pour un aperçu synthétique de ces courants, voir par exemple Richard

- Gombin, *Les origines du gauchisme*, Paris, Seuil, 1971, où l'étiquette gauchiste est réservée à « cette fraction du mouvement révolutionnaire qui offre, ou veut offrir, une alternative radicale au marxisme-léninisme » (p. 18).
- 13 Paul Cardan [Cornelius Castoriadis], « Prolétariat et organisation (suite et fin) », *Socialisme ou Barbarie*, n° 28, 1959, p. 41.
- 14 Sur ce groupe, voir Philippe Gottraux, « *Socialisme ou Barbarie* ». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 2002 (2^e éd.).
- 15 Il s'agit en fait de la critique d'une position minoritaire dans l'organisation, emmenée alors par Claude Lefort et Henri Simon, et qui conduira à une scission. Au-delà, Castoriadis vise aussi le courant d'ultra-gauche des communistes de conseils, inscrit dans la tradition d'Anton Pannekoek. Sur cette controverse, voir *Ibid.*, pp. 87-99.
- 16 Défini non pas comme l'étatisation des moyens de production, mais comme la gestion collective de la société et de la production par les premiers intéressés, les travailleurs eux-mêmes, par l'intermédiaire des conseils. Une telle conception radicale implique le dépassement de la division entre dirigeants et exécutants.
- 17 Mais peut-être est-ce dû à certaines prises de position ultérieures de Castoriadis, elles plus discutables.
- 18 Pour qui voudrait diversifier ses sources sur la question, voir : Maurice Brinton du groupe anglais *Solidarity*, « Les bolcheviks et le contrôle ouvrier 1917-1921 », *Autogestion et Socialisme*, n° 24-25, 1973, pp. 19-202 ; Paul Cardan, « Le rôle de l'idéologie bolchevik dans la naissance de la bureaucratie (Introduction à l'*Opposition ouvrière* d'Alexandra Kollontai) », *Socialisme ou Barbarie*, n° 35, 1964, pp. 37-55 ; *Les anarchistes russes et les soviets. Textes de Rocker, Archinov, Valevsky, Yartchouk, Makhno*, Paris, Spartacus, 1973 ; Marc Ferro (sous la dir. de), *Des Soviets au communisme bureaucratique : les mécanismes d'une subversion*, Paris, Gallimard/Juliard, 1980.
- 19 D'aucuns se sont du reste illustrés dans les médias, à la suite des événements de Gênes, dans la caricature intéressée de l'« anarchisme », sous couvert de stigmatisation de fantasmés « black blocks ».

Lu d'ailleurs